

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 21/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE OUEST

6 rue Gaspard Monge
ZA de Conneuil
37270 Montlouis-sur-Loire

Références : VAT20240089
Code AIOT : 0010004362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2024 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE OUEST implanté Le Champ Balai 18200 Orval. L'inspection a été annoncée le 04/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE OUEST
- Le Champ Balai 18200 Orval
- Code AIOT : 0010004362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV Centre Ouest a été autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Orval, par arrêté préfectoral du 30 janvier 2004 modifié.

Un suivi post-exploitation de l'installation est prescrit par un arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.7.6.2.	Demande d'action corrective	60 jours
4	Aménagements relatifs à la prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.8.2.	Demande d'action corrective	60 jours
5	Gestion du suivi après exploitation	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.10.2.	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.7.6.1.	Sans objet
3	Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.7.6.3.	Sans objet
6	Gestion du suivi après exploitation	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.10.3.1.	Sans objet
7	Dispositions générales applicables à l'ensemble de l'établissement	AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.4.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.7.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et gestion des lixiviats
Prescription contrôlée : Les contrôles portent sur le système de drainage des lixiviats et sur la qualité des effluents recirculés ou envoyés en station de traitement des eaux usées. La surveillance des lixiviats est effectuée semestriellement. Les paramètres surveillés sont : volumes des lixiviats collectés, pH, DCO, DBO5, MES, COT, HCT, NH4+, SO42-, Cl, P tot, métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn), NGL, CN libres, conductivité, et Phénols. Aucun rejet de lixiviats au milieu naturel n'est autorisé sur site. Les lixiviats sont évacués pour traitement en station d'épuration de Saint-Amand-Montrond conformément à la convention établie avec la collectivité et l'exploitant de la station. La convention fixe les caractéristiques des effluents pouvant être acceptés sur la station de traitement des eaux usées de la collectivité. La convention acceptée des différents partis, est transmise à l'inspection des installations classées dès notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant réalise actuellement une surveillance des lixiviats trimestriellement. L'inspection des installations classées a constaté que tous les paramètres font l'objet d'une surveillance. Il n'y a pas de rejet de lixiviats au milieu naturel. Une convention pour la réception des lixiviats en station d'épuration de Saint-Amand-Montrond a bien été établie le 12 juillet 2005 et reconduite tacitement. Cette convention fixe des conditions d'admissibilité sur la station d'épuration de la collectivité. [PdC n°1] Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.7.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Les actions de suivi portent sur le contrôle du bon écoulement des eaux au sein des fossés (internes et externes) ainsi que sur la qualité des eaux de ruissellement. Un contrôle annuel des eaux de ruissellement externes au site est effectué. Les paramètres analysés sont le pH et la résistivité. La qualité des eaux de ruissellement internes fait l'objet d'un suivi semestriel pour les paramètres

<p>suivants : pH, résistivité, MES, COT, DCO, DBO5, NGL, P total et Phénols.</p> <p>Au minimum, les rejets respectent les valeurs suivantes :</p> <p>pH: 5,5 et 8,5</p> <p>MES: <100mg/l</p> <p>COT: < 70 mg/l</p> <p>DCO: < 300 mg/l</p> <p>DBO5: < 100 mg/l</p> <p>NGL: < 30 mg/l</p> <p>Ptotal: < 10 mg/l</p> <p>Phénols : < 0,1 mg/l</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise annuellement un contrôle des eaux de ruissellement externes sur les paramètres pH et résistivité.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant ne réalise pas la surveillance des eaux de ruissellement internes à une fréquence semestrielle et n'a pas contrôlé le paramètre Phénols.</p> <p>[PdC n°2] Les eaux de ruissellement internes ne font pas l'objet d'un suivi semestriel et le paramètre Phénols n'est pas contrôlé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>

N° 3 : Aménagements relatifs à la prévention de la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.7.6.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures de protection doivent garantir l'absence d'infiltration au droit de la zone réaménagée.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000, par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée semestriellement (basses et hautes eaux) par l'intermédiaire de 4 piézomètres (plan en annexe).</p> <p>Les paramètres suivis sont : la hauteur d'eau, pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO2-, NO3-, NH4+, SO42-, NTK, Cl-, PO4 3-, K+, Ca2+, Mg2+, DCO, DBO5, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX, Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques et salmonelles.</p>

<p>De plus, tous les 5 ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée par l'exploitant, après avis de l'inspection des installations classées, met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines semestriellement par l'intermédiaire de 4 piézomètres par un organisme agréé (APAVE).</p> <p>Tous les paramètres ont été analysés, aucun dysfonctionnement n'est observé.</p> <p>L'exploitant réalisera en 2024, une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines.</p> <p>[PdC n°3] Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Aménagements relatifs à la prévention de la pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.8.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et gestion du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La vérification de la production de biogaz se fait au niveau des dispositifs de traitement où une mesure des principaux gaz permet d'évaluer la production de biogaz et de valider les prévisions de production.</p> <p>Un contrôle mensuel des équipements de collecte et de traitement du biogaz est effectué jusqu'au passage en gestion passive du biogaz.</p> <p>Les mesures de composition des gaz sont effectuées semestriellement sur les paramètres : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.</p> <p>Les équipements de valorisation et de destruction du biogaz sont contrôlés semestriellement.</p> <p>La qualité du gaz rejeté est contrôlé en sortie de torchère annuellement ou toutes les 4 500 h de fonctionnement sur les paramètres SO₂ et CO.</p> <p>Les valeurs limites sont : CO < 150 mg/Nm³ et SO₂ < 300 mg/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté les différents rapports d'activité transmis par l'exploitant.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant effectue un contrôle des équipements de collecte et de traitement du biogaz, mensuellement. L'exploitant contrôle semestriellement les équipements de valorisation et de destruction du biogaz.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant contrôle annuellement la qualité du gaz rejeté en sortie de torchère sur les paramètres SO₂ et CO. Aucun dépassement des valeurs limites n'a été observé (CO = 0 mg/Nm³ et SO₂ = 108 mg/Nm³) sur les mesures réalisées le 22 avril 2022..</p> <p>Les mesures de composition des gaz sur les paramètres : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O. n'ont pas été réalisées semestriellement.</p>

[PdC n°4] Les mesures de composition du biogaz ne sont pas réalisées semestriellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°4] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 5 : Gestion du suivi après exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.10.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et gestion du site
Prescription contrôlée : L'installation est visitée et entretenue régulièrement. La clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues. Le suivi du modelé du site est réalisé par un relevé topographique effectué tous les ans.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que le site est entretenu et clôturé. Le suivi du modelé du site par un relevé topographique n'est pas réalisé annuellement. [PdC n°5] Le suivi du modelé du site n'est pas réalisé annuellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 6 : Gestion du suivi après exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 3.10.3.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de suivi post-exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance générale du site est réalisée par des visites périodiques effectuées par la société SUEZ RV Centre Ouest conformément à l'article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.</p> <p>Cette surveillance porte sur le suivi des eaux souterraines, des eaux de ruissellement internes et externes au site, des lixiviats, du biogaz et de l'état général du site (clôture, végétation et modelé de la couverture).</p> <p>Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel comportant le compte rendu de visite, les résultats d'analyses, le relevé topographique effectué tous les ans. Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à l'issue des 5 premières années de la période de suivi post-exploitation ; • après 10 années de suivi post-exploitation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une surveillance générale du site par des visites périodiques et effectue une surveillance des eaux souterraines, des eaux de ruissellement, du biogaz et des lixiviats.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport annuel de la surveillance.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un rapport de synthèse (quinquennal) des mesures réalisées dans le cadre du suivi post-exploitation, sera transmis à l'inspection en 2024.</p> <p>[PdC n°6] Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions générales applicables à l'ensemble de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2022, article 8.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets résultant de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise dans le respect des dispositions du chapitre 1er du titre IV du livre V du code de l'environnement susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées qu'aucun déchet n'est généré sur le site, aucune évacuation n'a été réalisée en 2022 et 2023.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection que l'application "Trackdéchets" est utilisée sur les autres sites en activités.</p> <p>[PdC n°7] Pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite